

# **E 6733**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

TREIZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 26 octobre 2011

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 26 octobre 2011

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Accord de coopération entre le CEPOL et l'école de police du ministère géorgien des affaires intérieures.

15377/11





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 12 octobre 2011 (24.10)  
(OR. en)**

**15377/11**

**LIMITE**

**ENFOPOL 353  
JAIEX 105  
COEST 353**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du: Collège européen de police

aux: délégations

---

Objet: Accord de coopération entre le CEPOL et l'école de police du ministère géorgien  
des affaires intérieures

---

1. L'article 8, paragraphe 3, troisième alinéa, de la décision du Conseil 2005/681/JAI du 20 septembre 2005 instituant le Collège européen de police (CEPOL) et abrogeant la décision 2000/820/JAI<sup>1</sup> prévoit que

*"Les accords de coopération avec des États non membres de l'Union européenne ne peuvent être conclus qu'après accord du Conseil."*

2. Le conseil d'administration du CEPOL a approuvé le texte de l'accord de coopération entre le Collège européen de police (CEPOL) et l'école de police du ministère géorgien des affaires intérieures par la procédure écrite le 17 août 2011.

---

<sup>1</sup> JO L 256 du 1.10.2005, p. 63.

3. Le CEPOL a soumis le texte du projet d'accord de coopération susvisé au Conseil pour approbation le 7 octobre 2011.
4. Le groupe "Application de la loi" est invité à approuver le projet d'accord de coopération figurant en annexe en vue de le soumettre au Coreper et au Conseil pour adoption.

---

**ACCORD DE COOPÉRATION**

**entre**

**LE COLLÈGE EUROPÉEN DE POLICE  
(CEPOL)**

**et**

**L'ACADÉMIE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES INTÉRIEURES  
DE GÉORGIE**

## ACCORD ENTRE LE COLLÈGE EUROPÉEN DE POLICE ET L'ACADÉMIE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES INTÉRIEURES DE GÉORGIE

---

L'Académie du ministère des affaires intérieures de Géorgie et le Collège européen de police (ci-après dénommé «CEPOL»),

- conscients de l'intérêt mutuel d'améliorer l'efficacité des forces de police dans la lutte contre la criminalité, en particulier la criminalité transfrontalière, en Europe en organisant des formations communes au bénéfice des hauts responsables des services de police dans le but d'approfondir la connaissance des systèmes nationaux de police, des instruments et mécanismes européens de coopération ainsi que de toute une série de sujets spécifiques tels que la lutte antiterroriste, le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée, l'immigration clandestine, le contrôle des frontières ou la traite des êtres humains;

- vu la décision du Conseil 2005/681/JAI du 20 septembre 2005 (ci-après dénommée «décision du Conseil») instituant le CEPOL, et notamment son article 8;

- vu l'accord de partenariat et de coopération conclu entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, le 4 août 1999;

- vu le plan d'action de la PEV approuvé par le Conseil de coopération UE-Géorgie le 14 novembre 2006;

- sans préjudice de l'évolution future du domaine politique en question, pouvant découler de la révision des instruments-cadres juridiques, politiques et de coopération, ou de l'élaboration de nouveaux instruments;

- vu l'ensemble des décisions adoptées par le conseil d'administration, et notamment l'adoption d'un document politique sur les relations extérieures;

sont convenus des dispositions qui suivent:

## **Article premier   Objet de l'accord**

Le présent accord a pour objet de définir les relations entre l'Académie du ministère des affaires intérieures de Géorgie et le CEPOL et d'établir les modalités nécessaires à la facilitation de leur coopération mutuelle. L'échange ou la diffusion de données à caractère sensible relatives à l'application de la loi, notamment de données à caractère personnel, ne relève pas du champ d'application du présent accord et de ses clauses.

## **Article 2                    Domaines de coopération**

La coopération établie dans le présent accord:

- a) clarifie les modalités de participation de l'Académie du ministère des affaires intérieures de Géorgie aux réunions du groupe de travail du CEPOL;
- b) permet la participation de hauts responsables des services de police géorgiens aux sessions de formation assurées par le CEPOL, ainsi que la participation de hauts responsables des services de police de l'UE actifs dans le domaine de la justice et des affaires intérieures aux sessions de formation organisées par l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien;
- c) définit les possibilités d'activités de soutien de l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien à l'organisation des formations assurées par le CEPOL;
- d) renforce l'harmonisation des normes de formation policière relatives à la coopération transfrontalière entre forces de police;
- e) accroît l'échange des meilleures pratiques et octroie à l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien un accès aux sections publiques du réseau électronique du CEPOL, définies comme étant les sessions accessibles à tous les utilisateurs enregistrés de la plateforme e-Net, mais pas aux utilisateurs non enregistrés, sous réserve de réciprocité et dans la mesure nécessaire à la réalisation des objectifs mutuellement convenus dans le cadre du présent accord de coopération;
- f) détermine les frais pris en charge par l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien et par le CEPOL; et
- g) établit les procédures de notification du point de contact national géorgien ainsi que les modifications qui y sont apportées.

### **Article 3 Statut de l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien**

L'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien est invitée à envoyer un représentant qui assistera en qualité d'observateur aux réunions du groupe de travail «Relations extérieures» tant que le présent accord de coopération restera en vigueur.

Les réunions du CEPOL peuvent être organisées en Géorgie. Dans ce cas, les frais y afférents sont remboursés par le CEPOL, conformément à ses règles.

### **Article 4 Participation aux formations**

La participation aux formations assurées par le CEPOL est ouverte aux hauts responsables des services de police géorgiens.

En règle générale, les frais de participation des stagiaires géorgiens aux formations du CEPOL sont demandés à l'institution d'origine des participants. Ces coûts sont mentionnés dans l'invitation à l'activité.

### **Article 5 Soutien des activités de formation du CEPOL**

L'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien peut contribuer à l'organisation des formations assurées par le CEPOL en apportant un soutien aux États membres de l'UE qui organisent une formation CEPOL, y compris en envoyant des experts policiers géorgiens aux formations du CEPOL. Les hauts responsables des services de police de l'UE et le personnel des agences de l'UE actives dans le domaine de la justice et des affaires intérieures peuvent également participer, le cas échéant, aux formations organisées par l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien.

Tous les frais encourus directement pour les services fournis par l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien dans le cadre d'un soutien apporté aux activités de formation du CEPOL sont remboursés par le CEPOL, conformément à ses règles.

Le présent accord n'oblige en aucune façon les tierces parties à assister aux formations ou aux cours organisés dans son cadre.

### **Article 6 Harmonisation des normes de formation policière**

L'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien soutient le développement et la mise en œuvre de programmes de formation communs, tels que définis à l'article 7 de la décision du Conseil et, dans la mesure du possible et autant que nécessaire, les intègre dans les programmes de formation nationaux.

## **Article 7 Échange des meilleures pratiques, de hauts responsables des services de police ou de hauts responsables de la formation**

L'académie du ministère des affaires intérieures de Géorgie et le CEPOL diffusent leurs meilleures pratiques et les conclusions de leurs recherches.

Les échanges et les détachements pertinents de hauts responsables des services de police et/ou de hauts responsables de la formation sont facilités.

Le dialogue permanent et les échanges de meilleures pratiques sont encouragés en octroyant à l'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien un accès aux sections publiques du réseau électronique du CEPOL, définies comme étant les sessions accessibles à tous les utilisateurs enregistrés de la plateforme e-Net, mais pas aux utilisateurs non enregistrés, sous réserve de réciprocité et dans la mesure nécessaire à la réalisation des objectifs mutuellement convenus dans le cadre du présent accord de coopération.

## **Article 8 Point de contact national géorgien**

L'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien communique au CEPOL les coordonnées du point de contact national désigné au plus tard un mois après la signature du présent accord et dans tous les cas avant l'entrée en vigueur de celui-ci. Tout changement apporté à cet égard sera communiqué par écrit au directeur du CEPOL.

## **Article 9 Modification de l'accord**

L'Académie du ministère des affaires intérieures géorgien ou le CEPOL peuvent proposer, via une correspondance officielle, des modifications de tout ou une partie du présent accord. Les modifications apportées au présent accord entrent en vigueur aux termes de son article 11.

## **Article 10 Dénonciation de l'accord**

Chaque partie peut dénoncer le présent accord moyennant un préavis écrit de six mois.

## **Article 11 Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur trois mois après sa signature.

**Fait à:**

<p>Le..... en double exemplaire en langue anglaise. de l'an deux mille onze,</p> <p><b>Dr Ferenc Bánfi</b> <b>pour le Collège européen de police</b> <b>(CEPOL)</b></p>	<p>Le..... en double exemplaire en langue anglaise. de l'an deux mille onze,</p> <p><b>M<sup>me</sup> Khatia Dekanoidze</b> <b>Pour l'Académie du ministère des</b> <b>affaires intérieures géorgien</b></p>
<p>Le..... en double exemplaire en langue anglaise. de l'an deux mille onze,</p> <p><b>M<sup>me</sup> Eliza Wojcik</b> <b>Présidente du conseil d'administration</b> <b>du CEPOL</b></p>	<p>.</p>